

**Convention collective**

**EXPLOITATIONS FORESTIÈRES ET SCIERIES AGRICOLES  
(HÉRAULT)**

**(28 février 1952)**

(Etendue par arrêté du 17 juillet 1954,  
*Journal officiel* 10 août 1954)

**AVENANT N° 155 DU 18 JANVIER 2005**

NOR : AGRS0597113M

Entre :

Le groupement des employeurs de main-d'œuvre agricole ;  
La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;  
Le syndicat des producteurs de raisins de table ;  
Le syndicat des arboriculteurs ;  
La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles (SNCEA) CGC, section de l'Hérault ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC, section de l'Hérault ;

Le syndicat des salariés des productions coopératives de l'agriculture, des industries et de l'artisanat alimentaires (SPAA) CFDT de l'Hérault ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation FO, inter-région Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Au chapitre IX Hygiène et Sécurité des travailleurs, section 1 Dispositions générales, l'article 49 est supprimé et remplacé par les articles 49, 49.1 et 49.2 suivants :

**Article 49**

En application de la loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 et du décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001, les employeurs de main-d'œuvre sont

soumis à la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité des salariés telle que définie ci-dessous, sans préjudice des lois et règlements à intervenir édictant des prescriptions particulières aux exploitations agricoles.

Le respect par l'employeur des obligations définies ci-dessous implique une responsabilisation des salariés dans le cadre de la réalisation de leur prestation.

Pour les entreprises et exploitations n'ayant ni CHSCT ni délégués du personnel, une commission paritaire d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CPHSCT) est constituée à l'échelon départemental dont le secrétariat administratif est assuré par le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole (SDITEPSA).

#### Article 49.1

##### *Obligation générale de sécurité*

L'employeur doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'exploitation, y compris les travailleurs temporaires.

Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

En outre, l'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

#### Article 49.2

##### *Document unique d'évaluation des risques professionnels*

L'employeur doit transcrire et mettre à jour dans un document unique les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs à laquelle il doit procéder en application de l'article L. 230-2 du code du travail.

Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'exploitation, document dont l'existence est notifiée à chaque salarié.

La démarche collective à engager dans le cadre de l'exploitation comprend les étapes suivantes :

- identification du danger et estimation du niveau de risque ;
- détermination des mesures à traiter en priorité et élaboration d'un programme d'actions ;
- mise en œuvre des actions.

Les salariés sont les premiers concernés par les risques professionnels auxquels ils sont exposés.

À ce titre, leurs expériences, leurs savoir-faire et leurs connaissances individuelles et collectives des situations de travail contribuent à l'évaluation des risques et à la recherche des actions de prévention à engager. Naturellement, cette participation est assurée pendant les heures de travail des salariés.

La mise à jour est effectuée au moins 1 fois par an ainsi que lors de toute décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail (au sens du 7<sup>e</sup> alinéa de l'article L. 236-2 du code du travail), ou lorsqu'une information supplémentaire concernant l'évaluation d'un risque dans une unité de travail est recueillie.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels est tenu à la disposition des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou des instances qui en tiennent lieu, des délégués du personnel ou, à défaut, des personnes soumises à un risque pour leur sécurité ou leur santé, ainsi que du médecin du travail.

Il est également tenu, sur leur demande, à la disposition de l'inspecteur ou du contrôleur du travail ou des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et des organismes mentionnés au 4<sup>o</sup> de l'article L. 231-2 du code du travail.

## **Article 2**

Les sections 2 et 3 sont supprimées et remplacées par la section 2 suivante :

« Section 2 : Travaux dangereux »

### **Article 50**

#### *Emplois de produits toxiques*

a) Détention des produits : les produits doivent être stockés dans des locaux conformes à la réglementation applicable (locaux fermés à clef, aérés, etc.).

b) Consignes d'utilisation : les prescriptions des fournisseurs devront être rappelées au personnel et rigoureusement observées par tous.

c) Préparation : le personnel doit s'abstenir de fumer ou de s'alimenter. Un équipement de protection (masque, gants, combinaisons) doit être mis à la disposition du personnel et les salariés sont tenus, en cas de besoin, de l'utiliser.

L'utilisation de gants ou combinaisons à usage unique est une alternative à privilégier.

Les mélanges doivent être effectués au grand air, en respectant strictement les dosages et en brassant la préparation uniquement avec du matériel adapté.

Les emballages doivent être évacués dans les conditions réglementaires.

d) Traitements : par période de forte chaleur, supérieure à 30° C, aucun traitement ne pourra avoir lieu, à moins que le salarié ne dispose d'un tracteur avec cabine filtrée climatisée.

Le personnel utilisateur sera pourvu d'un équipement complet de protection.

L'interdiction de fumer et de s'alimenter pendant le traitement doit être rappelée au personnel.

Il sera tenu à la disposition du personnel de l'eau, du savon et des essuie-mains sur le chantier.

e) Après le traitement avec usage de produits toxiques, il est recommandé de se savonner abondamment sous la douche mise à disposition sur le lieu de travail : les vêtements de protection doivent être soigneusement nettoyés.

f) Lors d'intervention sur culture après traitement, respecter le délai minimum prévu selon les recommandations en vigueur (fiche de sécurité du produit ou données fournies par des instituts techniques).

## Article 51

### *Travaux de décuvage*

La réalisation des travaux de décuvage devra s'opérer dans le cadre de la réglementation imposée par le décret n° 84-1094 du 7 décembre 1984, à savoir que toute pénétration dans une enceinte close (cuve, fosse, etc.) implique le respect de 3 conditions :

1. Que l'atmosphère demeure salubre en permanence le temps de l'intervention.

2. Que le salarié intervenant soit surveillé en permanence par une personne placée à l'extérieur.

3. De disposer des moyens de secours appropriés, masque à oxygène et harnais.

Dans une démarche d'évaluation des risques professionnels décrite en l'article 49.2 le chef d'exploitation pourra :

Evaluer les quantités de polluants auxquelles peuvent être exposés les travailleurs affectés à la réalisation de ces travaux.

Éliminer ledit polluant, soit en le captant à sa source, soit en le diluant au maximum afin d'assainir l'atmosphère dans laquelle évoluent les travailleurs.

Ventiler l'espace confiné afin de provoquer le remplacement de l'atmosphère viciée (chargée en CO<sub>2</sub>) par de l'air propre et respirable. La ventilation devra être réalisée soit par aspiration, soit par refoulement ou soufflage.

## Article 3

La section 4, Emploi de matériels divers, est nommée :

« Section 3 : Emploi de matériels divers. »

La section 5, Dispositions spéciales aux femmes et aux jeunes salariés, est nommée :

« Section 4 : Dispositions spéciales aux femmes et aux jeunes salariés. »

## Article 4

À l'intitulé de l'article 14 « Avantages en nature », est substitué l'intitulé suivant « Frais professionnels et avantages en nature ».

### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension par arrêté ministériel du présent avenant qui a été déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles.

Fait à Montpellier, le 18 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)